



Actes du colloque national de Rouen

Renouveler
notre pacte social :
un défi pour les territoires

— 04 et 05 mars 2025



Table des matières

Avant-propos : Présentation du colloque	5
Allocution de bienvenue.....	6
Allocution d'ouverture.....	7
Conférences plénières	8
La cohésion sociale en France aujourd'hui : panorama	8
Vivre ensemble et collectivités territoriales	10
Les territoires : creusets d'une confiance à réinventer	12
Thème 1 Repenser le lien entre démocratie locale et citoyenneté.....	15
Atelier 1 Les citoyens acteurs clés des transformations sociales et territoriales	15
Atelier 3 La fresque des valeurs de la République.....	16
Atelier 12 Assemblées citoyennes : utopies ou vraies réponses	17
Atelier 20 Risques majeurs, gestion de crise et résilience : l'acteur citoyen.....	18
Atelier 21 Impliquer les citoyens dans les dépenses publiques : bilan et perspectives des budgets participatifs.....	19
Thème 2 Favoriser une transition écologique juste : énergie, transports, alimentation, espaces publics, traitement des déchets	20
Atelier 4 Transition écologique et justice sociale	20
Atelier 9 Le réemploi au service de nouvelles coopérations	21
Atelier 11 Une Seule Santé, ensemble contribuer à un « territoire en bonne santé »	21
Atelier 15 La mobilité au cœur de la cohésion des territoires	22
Atelier 16 Démocratie alimentaire : parlons-en.....	22
Atelier 19 Les énergies renouvelables, leviers de participation citoyenne et de solidarité ?	24
Atelier 23 Les espaces publics : clés du vivre ensemble : mythe ou réalité ?.....	25
Thème 3 Revisiter les politiques de santé solidarités.....	26
Atelier 6 Face au défi du vieillissement de la population, quelles nouvelles solidarités intergénérationnelles ?	26

Atelier 10	Lutter contre le non-recours aux droits et aux services.....	27
Atelier 18	Plateau radio : intégrer les savoirs expérientiels des personnes concernées par les politiques de solidarité : outils et méthodes au services des dirigeants.....	28
Atelier 25	De l'intime au politique : la santé mentale un enjeu de cohésion sociale et de citoyenneté.....	29
Atelier 24	Lutter contre les discriminations sous toutes leurs formes.....	30

Thème 4 | Réinventer les politiques sportives,culturelles, éducatives, petite enfance, sécurité, pour qu'elles deviennent des leviers de citoyenneté autant que des services à la population.....

Atelier 2	L'héritage des JOP 2024 : le sport peut-il être un levier d'inclusion et de citoyenneté ?	32
Atelier 8	Plateau radio : l'implication des enfants et des jeunes dans la vie locale à travers les politiques éducatives	33
Atelier 17	Sécurité publique et cohésion sociale	34
Atelier 27	Plateau radio : l'éducation artistique et culturelle dans les quartiers politique de la ville et en milieu rural.....	35

Thème 5 | Revoir les postures managériales et la communication

Atelier 5	L'écoute territoriale pour mettre en mouvement son territoire	36
Atelier 7	Déni démocratique : comprendre et agir grâce à l'apport des sciences comportementales	37
Atelier 13	Les arts et la culture au service de nouveaux récits.....	38
Atelier 14	Quelles compétences pour construire une feuille de route pour une transition socialement juste à l'échelle du territoire ?.....	38
Atelier 22	Fake news, désinformation, comment renforcer l'esprit critique et l'éducation à l'information ?.....	39
Atelier 26	Les agents territoriaux ambassadeurs des valeurs et des principes du service public	40
Atelier 28	L'IA dans les collectivités, ça mérite débat ! L'importance du dialogue interne et externe pour poser un cadre éthique des usages	41

Conférences plénières

Synthèse des ateliers	42
Management, compétences et collaborations : quels enjeux pour un nouveau pacte social ?	44
Clotûre institutionnelle	47





Avant-propos :

Présentation du colloque

Face aux changements majeurs politiques, institutionnels et des conditions de vie à l'échelle mondiale, des éléments fondamentaux de durabilité d'une vie sereine et du vivre ensemble ont basculé vers un haut degré d'incertitude, rendant complexe le pouvoir d'agir collectif. Dès lors, le repli individuel, assorti souvent d'une tentative de régénérer le « monde d'avant » peut tenter les individus et les dirigeants, voire apparaître comme la seule réponse possible. Nous sommes actuellement dans cette phase très difficile, celle où « la fin du monde d'avant » est largement perçue, mais où le changement vers autre chose de positif n'a pas encore été inventé. Cette période porte des risques majeurs en termes de stabilité démocratique et de cohésion sociale.

Dès lors, dans ce moment particulier que nous vivons, qui consiste à « inventer le futur », il est de la responsabilité des dirigeants publics, élus mais également cadres territoriaux, de se mobiliser collectivement pour trouver les voies de l'association du plus grand nombre à la construction des solutions, dans le respect des altérités, la transparence des possibles, et le courage des décisions.

Les collectivités locales, proches du terrain et des citoyens, ont des atouts considérables pour inventer ce futur, et nombre d'entre elles explorent, tentent et capitalisent autour de cette question cruciale du vivre ensemble et du défi démocratique qui s'impose de plus en plus à nous. Mais la difficulté et l'urgence du sujet requièrent une approche collective, des échanges et des compétences particulières.

Ces enjeux étaient au cœur du colloque des 4 et 5 mars 2025 qui a réuni 600 dirigeants territoriaux pour échanger et inventer ensemble les réponses pour un renouveau de la cohésion sociale et du pacte républicain. Cet ouvrage retrace les pistes et les initiatives inspirantes abordées par les élus, dirigeants territoriaux, représentants d'associations, d'établissements publics nationaux, scientifiques et experts lors des conférences et ateliers.





Allocution de bienvenue

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL,

Maire de Rouen, président de la métropole Rouen Normandie

L'allocution du Président-Maire de Rouen a été l'occasion de réaffirmer son soutien au peuple ukrainien. Dans ce monde qui bascule dans la guerre, il a rappelé à quel point l'homéostasie des collectivités locales, ancrées dans les territoires, est une fonction essentielle qui permet de conserver des repères pour nombre de nos concitoyens grâce aux services publics locaux. En second lieu, Nicolas Mayer-Rossignol a souligné l'effort indispensable à fournir pour maintenir les investissements prioritaires dans la lutte contre le dérèglement climatique et le développement économique, malgré les difficultés des finances publiques. Enfin, il a rappelé la nécessité pour chacun, élus et agents territoriaux, de surmonter ses divergences de point de vue pour dégager des visions communes, de s'inspirer les uns les autres, et ainsi consolider le vivre ensemble et la démocratie, en souhaitant à tous un bon colloque.

 Accédez à l'**allocution de bienvenue**



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Maire de Rouen, président de la métropole Rouen Normandie

Allocution d'ouverture

Yohann NEDELEC,
Président du CNFPT, adjoint au maire de Brest

La cohésion sociale est une question cruciale dans un monde percuté par de nombreuses crises. Et pourtant comme dit Théodore Monod « La joie de l'homme, c'est de vivre ensemble ». Comment notre établissement peut-il y contribuer ? Garantir la cohésion sociale, c'est d'abord la prérogative de l'Etat qui n'y parvient plus et a transféré aux collectivités une part de cette mission, le plus souvent sans adosser les moyens nécessaires. Ainsi, nous pouvons être un laboratoire d'innovation et de partenariats en faisant de la place aux habitants, aux citoyens, aux associations et aux entreprises. Au travers de toutes les politiques publiques mises en œuvre par les collectivités locales, nous pouvons promouvoir l'accessibilité de tous aux services publics. Cela requiert confiance, solidarité, engagement, capacité d'entrer en dialogue, de s'inscrire dans la durée et ... de l'audace !

 Accédez à l'**allocution d'ouverture**



Yohann NEDELEC

Conférences plénières

La cohésion sociale en France aujourd'hui : panorama

Claire THOURY, présidente du Mouvement associatif, docteure en sociologie, membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese), rapporteuse du Rapport annuel 2024 et du groupe de coordination du Pacte du pouvoir de vivre

Jérôme FOURQUET, analyste politique, géographe, directeur du département Opinion à l'IFOP

« La cohésion sociale existe-elle encore ? » : tous deux ont répondu que d'une certaine façon, oui, elle existe même si elle prend des formes nouvelles. Jérôme Fourquet a rappelé qu'il y a dans notre pays des forces de rappel importantes qui sont les ferments de la cohésion : le maillage associatif, le modèle de sécurité sociale, les services publics locaux et les élus locaux. Claire Thoury a souligné qu'on dénombre 1.400.000 associations en France, qui rassemblent 20.000.000 de bénévoles et que ce niveau d'engagement ne faiblit pas...

Alors comment expliquer un tel désarroi et un tel sentiment d'effritement de la cohésion sociale ? La société française, comme le paysage médiatique, a considérablement évolué ces dernières années vers une "archipélisation" bien décrite par Jérôme Fourquet dans ses ouvrages précédents. En réponse à ce paradoxe, Claire Thoury appelle à la construction de grilles de lecture communes qui permettraient de recréer les conditions du débat. Elle avance l'idée que les petites solutions, qui font en quelque sorte du neuf avec de l'ancien, ne suffiront pas pour renverser la tendance aux fractures sociales. Elle propose, dans le sillage de l'ouvrage de Pierre Rosanvallon, d'engager la bataille de la proximité, en s'attachant à organiser une représentation fine des citoyens et une meilleure écoute de leurs expressions. Dans le rapport annuel du CESE sur l'état de la France, à la question comment faire pour résoudre la crise démocratique, 24 % des personnes interrogées ont répondu : « Ecoutez-nous ». Dans la même veine, Jérôme Fourquet cite les travaux de Vincent Jarousseau sur la montée de l'adhésion à certains partis politiques. Ces travaux démontrent que celle-ci est d'abord la conséquence d'une capacité des candidats à être en empathie de point de vue avec les gens et à prendre en compte leurs ressentis. A cet égard, les élus locaux et les dirigeants de la fonction publique territoriale sont proches de la vie des gens et peuvent prendre en considération leur vécu. Et Claire Thoury termine son propos en rappelant l'enjeu à sortir du court terme pour avoir la capacité de « se confronter très fortement » aux questions d'inégalités et de transition écologique.



Accédez à l'intégralité
de la conférence
d'ouverture



Accédez à l'interview
de l'intervenante
Claire Thoury



Accédez à l'interview
de l'intervenant
Jérôme Fourquet



Accédez à l'intégralité
du rapport annuel 2024
du CESE





De g. à dr. :
Claire THOURY, Jérôme FOURQUET



Vivre ensemble et collectivités territoriales

Bertrand BELLANGER, président du Département de la Seine-Maritime

Murielle FABRE, maire de Lampertheim, secrétaire générale de l'AMF

Matthieu KLEIN, maire de Nancy, président du Grand Nancy

Virginie LUTROT, maire de Port-Jérôme-sur-Seine, présidente de Caux Seine Agglo

Cette table ronde d'ouverture a été l'occasion pour les élus de témoigner de ce qu'ils ont mis en place dans leurs territoires pour contribuer à faire cohésion et à renforcer le vivre ensemble ou, au contraire ce qui parfois, malgré la volonté d'encourager la participation des habitants ou leur expression, a pu produire le résultat inverse. Ce partage d'expériences a amené à une réflexion sur le rôle de l' élu local, sa place déterminante pour proposer et mettre en œuvre de nouvelles possibilités de débat, en interrogeant la gouvernance des projets. Virginie Lutrot a proposé à Caux Seine Agglo de mettre en débat le partage de l'eau entre les usages agricoles, industriels et domestiques, avec tous les représentants concernés. Muriel Fabre, a insisté sur l'intérêt à ne pas opposer la démocratie participative et la démocratie représentative et à prendre en compte la réalité des violences et des inégalités qui fragilisent l'engagement citoyen comme l'engagement politique. L'expérience de Bertrand Bellanger qui préside un Conseil départemental avec une majorité relative invite à une logique de débat différente, qu'il faut conduire avec humilité, pour que « l'intérêt général se dégage par-delà les majorités » a-t-il rappelé. Il estime que l'image renvoyée aux habitants est meilleure, la collectivité est là pour trouver le meilleur compromis et pour avancer ensemble. Enfin, Matthieu Klein, a impulsé une démarche de participation citoyenne via laquelle les habitants ont été tirés au sort pour constituer des jurys de budgets participatifs. A l'échelle nationale, il préconise de réconcilier l'engagement de long terme avec l'engagement "pop-up", en revisitant les dispositifs de congés pour favoriser l'engagement syndical, associatif, les services civiques ou actions d'intérêt général. En tant qu' élu local, il s'agit de promouvoir ou de créer des lieux où articuler projet de territoire et projet de société.



Accédez au **micro-trottoir**
réalisé auprès des habitants
et citoyens de Nancy



Accédez à l'intégralité
de la **table ronde**
d'ouverture



Accédez à l'**interview**
de l'intervenant
Bertrand Bellanger



De g. à dr. :

Annette GERLASCH, animatrice du colloque, journaliste d'ARTE, **Bertrand BELLANGER**,
Murielle FABRE, **Virginie LUTROT**, **Matthieu KLEIN**



Les territoires : creusets d'une confiance à réinventer

Séverine BATTIN, directrice générale des services chez conseil départemental de l'Isère

Christophe BOUILLON, maire de Barentin, président de l'association des petites villes de France, président de l'ANCT et Président du Centre de Gestion de Seine-Maritime

Yves CHARMONT, délégué général du réseau CAP COM

Dorian DREUIL, chercheur et expert associé à la fondation Jean Jaurès

Christophe IACOBBI, maire d'Allons, président du conseil d'administration de l'IRCANTEC

Dorian Dreuil rappelle que, face à la défiance croissante des citoyens vis-à-vis de toute institution et au « service public bashing », le capital confiance des collectivités locales, jusque-là épargnées, tend à s'éroder. L'étude « Fractures françaises » réalisée en 2024 confirme ce constat. Or, l'écosystème local permet précisément de travailler de nouvelles coopérations entre habitants-citoyens-usagers et acteurs, politiques, socio-économiques, associatifs, syndicaux. Christophe Iacobbi met en exergue la question de la communication avec les habitants et le rôle déterminant des élus à cet égard, qui ont un devoir de pédagogie. Séverine Battin insiste sur deux conditions importantes de l'action publique locale efficace : elle doit prendre en compte les tensions entre le territoire vécu et le découpage territorial, qui peuvent être fortes, en montagne par exemple, et ensuite, elle doit avoir pour objectif de mettre en œuvre des services concrets. Pour restaurer la confiance, Christophe Bouillon souligne la nécessaire réciprocité des intentions entre élus, direction générale, et agents qui rejaillit sur la perception que l'utilisateur a de la valeur du service public. Comme le suggère Dorian Dreuil, « aller vers » ne suffit plus : l'attente des citoyens dans nos démocraties est à présent de « faire avec ». Il existe déjà en France, et ailleurs dans le monde, des exemples qui montrent que « faire avec » permet d'augmenter les taux de participation dans les assemblées, de faire des propositions de meilleure qualité et de mieux voter les délibérations. C'est le cas du parlement francophone bruxellois qui est composé d'une commission mixte délibérative partagée entre élus et citoyens tirés au sort. Yves Charmont complète ce propos, en rappelant que de tout temps pour diminuer la violence, il faut augmenter les délibérations. Les collectivités locales peuvent au travers de nombreuses initiatives jouer un rôle déterminant pour renforcer la place du débat dans la société.



Accédez à l'intégralité
de la table ronde
de l'après-midi



Accédez à l'interview
de l'intervenant
Christophe Bouillon



Accédez à l'étude
« Fractures françaises »
de 2024





De g. à dr. :
**Christophe BOUILLON, Christophe IACOBBI,
Séverine BATTIN, Dorian DREUIL, Yves CHARMONT**



Les ateliers du colloque

Accédez au **supplément de Libération** présentant **différentes initiatives locales** :



Thème 1 | Repenser le lien entre démocratie locale et citoyenneté

Atelier 1

Les citoyens acteurs clés des transformations sociales et territoriales

Mot clé : **Engagement**

Laura BIAUD, chargée de mission participation des enfants, jeunes et familles au conseil départemental Seine Saint Denis

Isadora GUERRA, responsable du service Participation et citoyenneté, Métropole Rouen Normandie

Grégoire KOTRAS, directeur du Ti Lab à la région Bretagne

Denis SOUILLARD, directeur du Centre de ressources de la politique de la Ville Guyane

Lise TOUTANT, cheffe de projets « cellule consultation des publics » à la direction de la prévention et de lutte contre les précarités au conseil départemental de la Haute-Garonne

L'atelier a mis en lumière l'importance de l'implication des habitants/citoyens/usagers en proximité. À travers plusieurs idées fortes, les participants ont souligné la nécessité

- de repenser les modes de productions des politiques publiques locales,
- de définir un cadre commun,
- de promouvoir une culture interne de la consultation/implication des citoyens,
- de valoriser l'expérience d'usage ;
- de ne plus faire pour mais ensemble : renverser le regard et penser ensemble depuis le « 1er kilomètre » .

Les 6 collectivités ont dégagé plusieurs étapes et clés de réussite inhérentes à de tels dispositifs :

I. Définir un cadre partagé qui laisse la place à la diversité locale

- Pour une définition consensuelle, plurielle et inclusive des publics...
- Pour des projets polymorphes

II. Développer une culture commune du « Co- » ... nouveau paradigme de l'action publique :

- Une gouvernance et une organisation à trouver
- Comment toucher tous les publics (inclusivité et représentation) ?
- Comment documenter, évaluer et former ?

III. Penser le Premier kilomètre comme un renversement de perspective



Toutes les ressources
des 6 témoins



Accédez à l'interview de la participante
Alice Desprez



Accédez à l'interview de l'intervenant
Denis Souillard



Atelier 3

La fresque des valeurs de la République

Mot clé : Liberté et libertés

Amaury BRANDALISE, directeur général adjoint au secrétaire général au conseil départemental de la Gironde, coprésident de la Fresque des valeurs républicaines

L'approche ludique et collaborative, dans l'esprit de celle de La Fresque du Climat, a permis la prise de conscience aigüe de l'importance de transmettre et de faire vivre nos principes et valeurs : liberté, égalité, fraternité, mais aussi laïcité, surtout lorsque l'on est agent public. La démarche a mis en lumière les nombreuses menaces qui fragilisent ces principes et les moyens de les préserver. Elle a abouti à la co-construction d'une cartographie des valeurs et principes républicains et d'un plan d'action destiné à valoriser, respecter, défendre ces derniers auprès des agents et des usagers.

 Accédez à l'interview de l'intervenant
Amaury Brandalise





Atelier 12

Assemblées citoyennes : utopies ou vraies réponses

Mot clé : **Authenticité**

Patrick NORYNBERG, consultant/formateur et essayiste sur la démocratie

Sylvie BARNEZET, déléguée générale de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, Rédactrice en chef de démocraties

Isadora GUERRA, responsable du service Participation et citoyenneté, Métropole Rouen Normandie

Sophie JOLY, directrice générale adjointe, ville de Saint-Médard-en-Jalles

Pascal PIQUE, directeur général adjoint, ville de Saint-Médard-en-Jalles

Les assemblées citoyennes s'inscrivent dans l'écosystème local de la participation citoyenne sans se substituer aux autres instances participatives. Elles sont constituées sur une période donnée et sur une thématique spécifique. A Saint-Médard-en-Jalles et à Rouen métropole, il s'agissait du projet de territoire à horizon 2030/2050. Généralement, on retrouve une phase d'information et d'appropriation, de débat et de délibération puis de coécriture de propositions, de choix et de priorisations. Les modalités de tirage au sort pour composer ces assemblées sont diverses. Les assemblées citoyennes facilitent les décisions et nourrissent l'action publique. A Rouen, le rapport final a permis la coécriture du PCAET, du SCOT ou du PLUI. A Saint-Médard-en-Jalles, elle a débouché sur l'élaboration de 110 propositions en matière d'urbanisme, de logement, d'alimentation, de participation citoyenne ou encore de mobilité : 86 ont enrichi le programme municipal existant et 24 l'ont complété. Enfin, les assemblées citoyennes renforcent le lien social. Ce sont souvent de belles histoires humaines où les habitants font savoir qu'ils sont « heureux d'être là » et d'agir ensemble. Quelques recommandations : délibérer pour engager toute l'équipe municipale, intégrer l'ensemble de l'administration dans la démarche, bien identifier les besoins au départ et être clair sur les objectifs afin de ne pas décevoir. Rendre compte et assurer le droit de suite avec les habitants.



La captation vidéo complète
de cet atelier est disponible ici





Atelier 20

Risques majeurs, gestion de crise et résilience : l'acteur citoyen

Mot clé : **Anticipation**

Adeline BOZEC, chargée d'unité gestion de crise / culture du risque à la direction Pilotage des transitions et gestion des risques de la Métropole Rouen-Normandie

Jean-Christophe ERARD, délégué pour la stratégie nationale de résilience auprès des collectivités territoriales au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

Sébastien LAVIGNE, responsable du service risques et crises à Bordeaux Métropole

Isadora GUERRA, responsable du service Participation et citoyenneté à Métropole Rouen-Normandie

Valérie SABERAN, directrice de la mission risques climatiques et résilience à Bordeaux Métropole

Ambdilwahedou SOUMAILA, maire de Mamoudzou – délégué régional CNFPT-Mayotte

L'objectif de l'atelier était d'explorer le rôle de chaque acteur dans la gestion des risques majeurs, de la prévention à la résilience post-crise, et d'échanger sur l'implication des citoyens dans ce processus.

L'atelier a débuté par une présentation générale des enjeux liés aux risques majeurs et à la gestion de crises, en particulier dans le contexte des changements climatiques et des crises sanitaires, cyber ou technologiques. Il a été souligné que les crises majeures, qu'elles soient naturelles, industrielles ou sanitaires, imposent des défis croissants à l'échelle locale et nationale. Le rôle des citoyens, en tant qu'acteurs à la fois vulnérables et résilients, a été identifié comme un levier fondamental pour renforcer les réponses face à ces risques.

Des témoignages d'acteurs locaux ont illustré l'importance de la coordination entre les autorités publiques, les entreprises, les associations et la population lors d'une crise, l'importance du dialogue, des échanges avec les acteurs locaux pour, au-delà de l'obligation de communication des élus sur les risques locaux, forger une culture du risque et enfin l'impérieuse nécessité d'anticiper pour bien se préparer et éviter le stress lors de la survenue de catastrophes.

A cette fin les exercices incluant les citoyens sont à la fois perçus comme indispensables à la préparation mais aussi un bon soutien à la communication sur la prévention des crises et potentiellement comme un moyen de susciter des vocations d'engagement.



Accédez à l'interview de l'intervenant
Jean-Christophe Erard



Accédez à l'interview de l'intervenant
Sébastien Lavigne



Atelier 21

Impliquer les citoyens dans les dépenses publiques : bilan et perspectives des budgets participatifs

Mot clé : Transparence

Antoine BEZARD, consultant spécialiste de la participation, expert associé à la fondation Jean Jaurès

Patrick NORYNBERG, consultant/formateur et essayiste sur la démocratie

Marine RIBALS, chargée de concertation à la ville de Bois-Guillaume

Françoise LEONARD, directrice adjointe « Démocratie et participation citoyenne » à la ville de Rouen

Les budgets participatifs se sont imposés comme un levier majeur de la démocratie locale. En donnant aux citoyens la possibilité de décider de l'affectation d'une partie des finances publiques, ils renforcent la transparence, la confiance dans les institutions et le pouvoir d'agir des habitants. Cependant, malgré leur essor – avec aujourd'hui 465 collectivités engagées en France –, ces dispositifs rencontrent plusieurs limites : un taux de participation encore faible (environ 6,4 %), une tendance aux projets consensuels limitant l'innovation, ainsi que des délais de mise en œuvre parfois trop longs. Pour être pleinement efficaces, les budgets participatifs doivent évoluer vers des démarches plus inclusives, mieux structurées et intégrées aux politiques publiques locales. Enfin, la transparence et le suivi des engagements pris sont essentiels pour éviter la démobilité des citoyens et garantir une participation durable.



Thème 2 | Favoriser une transition écologique juste : énergie, transports, alimentation, espaces publics, traitement des déchets

Atelier 4 Transition écologique et justice sociale

Mot clé : Personnes concernées

Nathalie LATOUR, directrice générale, Fédération des acteurs de la solidarité

Solange MARTIN, sociologue, Direction Exécutive Prospective et Recherche à l'ADEME

Isabelle SAHAGUN, chargée de mission à la direction générale des services, du conseil départemental du Lot

Frédéric VASSE, directeur général du pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire

La transition écologique est un levier de cohésion sociale si elle intègre la justice sociale et aide à réduire les inégalités. Pour mener une transition écologique juste, il est plus efficace de partir d'un objectif qui parle à tous, par exemple, protéger la santé des populations. Il permet d'aborder tous les angles écologiques, sociaux et économiques. Il en découle une vision systémique en prenant en compte les inégalités, à l'exemple de la pollution de l'air en fonction des infrastructures de mobilité, du lieu d'habitat et du niveau de vie des habitants. La transition écologique juste passe par un diagnostic partagé avec les élus, agents et citoyens : y débattre des liens entre inégalités sociales et environnementales, des critères de justice sociale et de qui décide de ce qui est « juste ». C'est la démarche menée pour le SCOT Nantes Saint Nazaire et pour le diagnostic de vulnérabilités du Département du Lot.



Accédez à l'interview de l'intervenant
Frédéric Vasse





Atelier 9

Le réemploi au service de nouvelles coopérations

Mot clé : Insertion

Martin, BOBEL, conseiller du CESE, administrateur du Réseau National des Ressourceries (RnRR)

Carine BORIES, responsable de l'association rouennaise KINTSU JOUETS

Fabien KLINGELSCHMIDT, directeur général des services de la Communauté de communes Lodévois et Larzac

Catherine MECHKOUR DIMARIA, secrétaire générale du Réseau national des Ressourceries et Recycleries

Marie THOMANN, directrice du Pôle Service de Proximité de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) l'Abeille Verte

Comment permettre aux nouvelles coopérations citoyennes de favoriser la mixité sociale, le partage des compétences et l'émergence de liens sociaux ? Les activités de ré-emploi et de réparation se développent face à la nécessité de limiter notre consommation de ressources et de production de déchets. Ces activités constituent un secteur de l'économie sociale et solidaire (recyclerie, ressourceries, ...) qui favorise des modes d'inclusion sociale et d'accès à l'emploi de personnes qui en étaient éloignées.

Atelier 11

Une Seule Santé, ensemble contribuer à un « territoire en bonne santé »

Mots clé : Santé, Vivant, Coopération

Céline MOUGARD, consultante Nature Santé & Territoire

Bruno PAULMIER, président ADT INET

L'approche Une Seule Santé lie et relie la santé des socio-écosystèmes et invite à agir en interdisciplinarité. Le droit à la santé et à un environnement sain est reconnu pour tous. Les collectivités ont les leviers pour agir sur les déterminants de la santé et lutter contre les inégalités sociales et territoriales. Elles sont en capacité de « créer » de la santé, en agissant directement sur les conditions de vie et les écosystèmes locaux en réponse à une des premières préoccupations des français. Cela suppose une meilleure compréhension des fragilités territoriales, à partir de **cartographies croisées** mêlant des données sociales, environnementales et sanitaires (mortalité, précarité, qualité de l'air, accès aux espaces verts, ressources en eau...). Réaliser un **diagnostic territorial partagé**, en mobilisant acteurs institutionnels, économiques et citoyens, constitue une étape clé pour éclairer les décisions et orienter les actions. Cette dynamique implique aussi de rassembler les expertises techniques, scientifiques et d'usage, afin de renforcer la **capacité d'agir collective**. L'approche Une Seule Santé invite les acteurs à penser systémique et à anticiper les effets des projets sur la santé du vivant.

Une seule santé : une approche scientifique qui permet d'enclencher les coopérations ; un choix politique et managérial.



Atelier 15

La mobilité au cœur de la cohésion des territoires

Mot clé : Financement

Marie-Claire BARRE, urbaniste, dirigeante du cabinet Capacité

La mobilité solidaire est un enjeu pour la cohésion des territoires. En 2024, 15 millions de français sont en situation de précarité mobilité, soit 1,7 millions de plus qu'en 2022. Pour les territoires, qui s'emparent du sujet de la mobilité solidaire depuis sa légitimation par la Loi LOM en 2019, c'est un chantier en constante expérimentation. Cet atelier conçu sous un format participatif de design thinking a permis aux participants de mieux appréhender les enjeux, les coopérations possibles sur les territoires, les projets et services qu'il est possible de développer pour une collectivité (mobilités douces, auto et vélo partage, intermodalités etc). Les échanges ont permis aux participants de faire ressortir les mutualisations possibles, les freins et les leviers d'action à l'adaptation de l'offre grand public.

Atelier 16

Démocratie alimentaire : parlons-en

Mot clé : Alimentation

Nathalie CHALINE, conseillère municipale de la Ville de Brest et Vice-Présidente de Brest Métropole en charge de l'économie des transitions et de l'alimentation durable

Gilles PEROLE, adjoint au Maire Enfance-éducation-alimentation de la ville de Mouans-Sartoux, co-président du groupe de travail « alimentation, restauration scolaire » à l'AMF

François BERNARDIN, membre de l'association « Les Greniers d'Abondance », chargé de l'animation de la stratégie agricole et alimentaire de la Communauté d'agglomération Seine Eure

Julian MIERZEJEWSKI, chef de projet Education populaire – Transition écologique et sociale à la Ville de Grande-Synthe

Marie WALSER, chargée de mission à la Chaire Unesco Alimentations du monde

Après un rappel du fondement de notre système alimentaire et de ses dérives, l'atelier a cherché à démontrer que la résilience alimentaire sur les territoires était possible, grâce aux initiatives locales, au profit des habitants, qui redeviennent citoyens en retrouvant du pouvoir d'agir sur le choix, par exemple, des produits consommés et des producteurs locaux. Quelques définitions : Sensibilisation au système alimentaire et résilience

Notre système alimentaire actuel, marqué par la mondialisation et l'industrialisation, génère d'importants impacts environnementaux (déforestation, qualité de l'eau, émissions de CO₂), sociaux (inégalités d'accès et impact sanitaire) et économiques (dépendance aux marchés globaux). La résilience alimentaire est la capacité d'un territoire à garantir la sécurité alimentaire de ses habitants, en s'adaptant aux crises (climatiques, sanitaires) via des moyens comme la relocalisation des productions, la diversification des sources d'approvisionnement, l'équité sociale et la durabilité écologique. Différentes initiatives locales ont été présentées.

La Caisse Alimentaire Commune de Montpellier illustre cette approche : fondée sur une gestion collective, c'est une instance qui mutualise les ressources pour acheter des produits locaux et bio, redistribués à

prix coûtant, et qui contribue à diminuer la précarité alimentaire.

La Maison d'Éducation à l'Alimentation Durable (MEAD) de Mouans-Sartoux est pionnière en France. Ce projet s'appuie sur une ferme municipale qui fournit les cantines, démontrant que l'autonomie alimentaire est possible à l'échelle locale tout en permettant de renforcer les liens sociaux des habitants.

Brest Métropole et son Conseil de l'Alimentation Durable réaffirme l'importance qu'il y a d'écouter les bénéficiaires de l'aide alimentaire pour leur permettre de retrouver des capacités de participation.

La micro-ferme urbaine de Grande Synthe s'appuie sur l'éducation populaire. Garder une cuisine dans un équipement communal ou associatif est essentiel pour commencer à créer des projets d'alimentation participative.

Ces dispositifs intègrent un volet éducatif, créent du lien social, tout en valorisant le plus souvent des terres urbaines délaissées.



Accédez à l'interview d'une participante
Stéphanie Robinet



Accédez aux guides produits par l'association
« Les Greniers d'abondance »



Atelier 19

Les énergies renouvelables, leviers de participation citoyenne et de solidarité ?

Bénédicte CLERBOUT, animatrice projets citoyens énergies renouvelables
à la SCIC Les 7 Vents

Matthieu DANCRE, directeur général de la SEM Axe Seine Energies Renouvelables

Julie LACOMBE, animatrice du réseau national des associations pour la Mutualisation
d'une Energie de Proximité (AMEP)

Matthieu RIOS, directeur adjoint – chargé
de mission Animation territoriale et Implication citoyenne à la ville de Malaunay

Cet atelier a permis de montrer en quoi les projets de développement des énergies renouvelables répondent aux intérêts de court et de long terme des acteurs locaux et peuvent générer de l'engagement citoyen et de la solidarité entre eux. Confrontés à des défis environnementaux, budgétaires, de compétitivité et de pouvoir d'achat, les collectivités, les citoyens et les acteurs économiques doivent saisir ensemble les opportunités offertes par la mobilisation des ressources énergétiques renouvelables. Les projets présentés lors de l'atelier s'inscrivent dans des stratégies énergétiques territoriales visant à compléter les actions de réduction des consommations énergétiques (maîtrise de l'énergie, rénovation énergétique des bâtiments...) par la production et consommation d'une énergie renouvelable disponible localement (autoconsommation collective notamment).





Atelier 23

Les espaces publics : clés du vivre ensemble : mythe ou réalité ?

Nuage de mot : Sécurité

Emilien BAYETTE, élève administrateur territorial
à l'INET

Sixtine LEFEBVRE, élève administratrice territoriale à l'INET

Sylvaine LE NOXAÏC, responsable mission SIG Territorial à Lorient Agglomération

Dan MAGNAN-CESARETTI, référent territorial mobilités au CEREMA - délégation régionale
Ile-de-France

Emmanuel PEZRES, directeur Recherche et Innovation – Architecte

Nicolas ROUBIEU, urbaniste - Directeur de la Mission Grand Cœur à la Ville et Métropole de Montpellier

L'espace public est dans son fondement polysémique. Il est, à la fois, espace d'expression intellectuel et espace physique d'accueil des corps. Il est comme pour l'Agora, l'assemblée qui s'exprime et le lieu de l'expression. Plus tard, comme le formule Nina Birkner et YorkGothart Mix dans *Qu'est-ce que l'espace public ? Histoire du mot et du concept* (2014), l'espace public passe, avec les philosophes des Lumières, dans le domaine de l'expression des idées, comme « un régulateur intellectuel qui est propice à l'auto-organisation libre et rationnelle de la société et au perfectionnement de l'État, qui limite l'abus de pouvoir ». L'espace public est donc par essence là où se crée et se « renouvelle, notre pacte social sur nos territoires », là où s'élabore dans la matérialité et dans la sphère de l'échange, notre contrat social. Pour conclure, les participants mettent en exergue le futur rôle de l'espace public comme Oasis, à la fois, refuge de l'échange libre entre citoyens et de fraîcheur dans une perspective d'augmentation des températures pouvant devenir insupportables dans les habitations. Pour l'avenir les espaces publics ne sont donc pas la clé du vivre ensemble mais une condition sine qua none de celui-ci.



Accédez à l'interview
de l'intervenant
Emilien Bayette



Accédez à l'interview de
l'intervenante
Sixtine Lebfèvre





Thème 3 | Revisiter les politiques de santé solidarités

Atelier 6

Face au défi du vieillissement de la population, quelles nouvelles solidarités intergénérationnelles ?

Cassandra CLEON, fondatrice de CœurAidant.com, coordinatrice Aidante Experte de la Plateforme de Répét L'Olivier 972

Francis LACOSTE, consultant

Marie-Noëlle LEPLOMB, psychologue, référente du numéro national 3114 (prévention suicide) situé au SMUR du CHU de Rouen

Cet atelier a posé le cadre des grandes thématiques du vieillissement que sont la santé et la prévention, l'habitat et le cadre de vie, les mobilités, la transition numérique, l'emploi et l'attractivité des métiers du grand âge.

La portée symbolique de cet atelier a consisté à réunir, aux côtés des territoriaux, des « persona » (une résidente d'EHPAD et des étudiantes stagiaires BTS CESF) illustrant ainsi la thématique de l'intergénérationnel de façon concrète. Ces « persona » ont témoigné des rencontres riches et émouvantes entre les personnes âgées et les résidents qui leur ont permis de surmonter des idées préconçues et de s'enrichir des récits personnels.

Cela illustre bien que le rôle des aidants aux côtés des personnes vieillissantes est primordial pour maintenir le pacte social.

En 2030, 4,5 millions de personnes âgées de plus de 85 ans, 1/4 des salariés seront des aidants.

Les aidants acquièrent des savoirs expérientiels qui méritent d'être partagés par la société toute entière. La HAS recommande de recourir aux pairs-aidants et de reconnaître leur rôle social et leurs compétences. La prévention du suicide a été également abordée, thème tabou dans notre société que celui du suicide et des moyens de prévention. Les missions confiées au 3114 sont désormais établies sur chaque territoire dans un rôle d'écoute et « d'agir » qui concerne en majorité les aînés, même si cette question est angoissante, c'est l'affaire de tous de la poser en mettant l'accent sur l'importance de passer la main au professionnel adéquat.

Enfin, la nécessité de trouver des approches non médicamenteuses pour accompagner les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer impliquent une inévitable transformation de l'offre médico-sociale. L'atelier a été ponctué de projection de vidéos.



Accédez à l'interview de l'intervenante
Marie-Noëlle Leplomb



Atelier 10

Lutter contre le non-recours aux droits et aux services

Mot clé : Accès aux droits, Participation, TZNR

Morgane ANDREAU, chargée de mission Territoire zéro non-recours Chemillé-en-Anjou

Anne-Rachel BODEREAU, adjointe au maire aux solidarités, la santé, à l'intergénération et sujets transversaux à la ville de Chemillé-en-Anjou

Morgane BRILLAULT, déléguée du Conseil National des Personnes Accueillies et accompagnées (CNPA)

Jade COLONNA, coordinatrice de l'expérimentation Territoire zéro non-recours à la ville de Grigny

Denis DARNAND, sous-directeur en charge de l'inclusion sociale, de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté à la direction générale de la cohésion sociale (DGCS)

Romain MARTIN, responsable du pôle solidarité, proximité, famille Chemillé-en-Anjou

Sarah ACHAB, coordinatrice de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté à la ville de Grigny

Dans un contexte où la cohésion sociale est essentielle pour le bien-être des territoires, garantir l'accès aux droits et aux services représente une opportunité pour les collectivités. La lutte contre le non-recours vient percuter le rapport aux habitants et les pratiques professionnelles.

Au niveau national, l'expérimentation TZNR s'appuie sur une communauté apprenante qui partage expériences, questions et enseignements, accélérant ainsi les progrès des territoires engagés. La mobilisation des acteurs à l'échelle locale permet quant à elle de renforcer les dynamiques territoriales. Si la lutte contre le non-recours s'appuie sur des démarches pro-actives et des stratégies d'aller-vers, elle implique aussi une transformation collective. Cela se traduit notamment par la rénovation des missions, des pratiques et des postures professionnelles de certains métiers (métiers d'accueil, métiers du social). Elle invite également à réinventer les fonctions des lieux d'accueil publics et les dynamiques partenariales en coopératives d'acteurs. Aller-vers signifie aussi investir l'espace public, nécessitant la formation des agents et l'usage d'outils spécifiques. Cette transformation des pratiques institutionnelles, organisationnelles et professionnelles est indispensable pour répondre aux défis du non-recours et améliorer l'accès aux droits et aux services.



La **captation vidéo** complète
de cet atelier



Atelier 18

Plateau radio : intégrer les savoirs expérientiels des personnes concernées par les politiques de solidarité : outils et méthodes au services des dirigeants

Mots clés : Savoir expérientiel, Pouvoir d'agir

Morgane BRILLAULT, déléguée du Conseil National des Personnes Accueillies et accompagnées (CNPA)

Antoine PILLET, chargé de projet du CLTSDS du Conseil départemental de Loire-Atlantique

Régis PIERRET, sociologue, responsable formations managériales IDS IRTS Normandie

La reconnaissance des savoirs expérientiels des bénéficiaires de politiques de solidarité, pourtant à l'agenda, n'est pas encore une véritable réalité. Cet enjeu de participation se confronte à des freins de différentes natures mais des leviers existent pour développer cette reconnaissance.

Malgré les préconisations des politiques sociales et la prise de conscience de l'intérêt d'élaborer les dispositifs sociaux avec les personnes concernées, la reconnaissance de leurs savoirs expérientiels n'est pas une véritable réalité. Cet enjeu pose la question de la complémentarité des savoirs académiques, professionnels et expérientiels. Quels statut et place leur donner ? Quelle reconnaissance de l'expert-usager, nouvelle figure de la production de connaissances ? La mise en œuvre de ces savoirs dans les politiques de solidarité se confronte à des freins multiples : d'accompagnement, d'organisation, de culture, de temporalité, de formation, de moyens, de représentations, de portage politique...

Cependant, les expériences menées ont permis d'identifier des leviers : dépasser les injonctions et la caution participative, aller vers une réelle coopération, acculturer et former tous les acteurs concernés, prendre le temps d'accueillir et d'accompagner les personnes concernées, mettre en œuvre un fonctionnement adapté, multiplier les instances de participation, prioriser l'humain aux dispositifs... Au-delà du renforcement du pouvoir d'agir de citoyens, cette reconnaissance des savoirs expérientiels participe de l'évolution des pratiques du travail social. Elle contribue à un modèle de solidarité porteur de sens, plus inclusif, à une meilleure prise en compte de l'altérité, à la promotion de l'individu dans le collectif au service du vivre ensemble et de la cohésion sociale.



Accédez à l'interview
de l'intervenante **Morgane Brillaut**





Atelier 25

De l'intime au politique : la santé mentale un enjeu de cohésion sociale et de citoyenneté

Mot 7 : Déterminants, Prévention

Aude CARIA, directrice du PSycom

Véronique BOUNAUD, responsable du pôle santé au CCAS de la Ville de Poitiers

Sébastien BLINB, directeur de la maison des adolescents d'Ille et Vilaine

Anne NOMBLOT, responsable du secrétariat général du Collectif national des semaines de la santé mentale (SISM)

La crise sanitaire a mis en évidence la nécessité de prendre soin de la santé mentale et que toutes et tous étaient concernés. Les collectivités possèdent des leviers pour agir sur les déterminants de la santé mentale des habitants en développant des politiques de prévention, mais aussi des politiques qui luttent contre la stigmatisation, ou encore qui visent l'inclusion des personnes porteuses de troubles psychiques. En mobilisant les dispositifs de gouvernance et de coordination comme les Conseils Locaux de Santé Mentale et les Projets territoriaux de Santé Mentale afin de guider vers le soin, mais aussi de promouvoir des environnements favorables à la santé, les collectivités peuvent agir. Le partenariat est indispensable dans le cas de situations complexes, l'approche populationnelle des Maisons des Adolescents ou sectorielle comme celle de la Mutualité Sociale Agricole permettent de diversifier les modes d'action. Inscrire les Semaines d'Informations sur la Santé Mentale dans l'agenda politique participe de cette promotion de la santé mentale comme « bien-être commun » constitutif du ferment de la cohésion sociale.



Accédez à l'interview
de l'intervenante **Anne Nomblot**





Atelier 24

Lutter contre les discriminations sous toutes leurs formes

Comprendre nos biais pour agir contre les discriminations : constats et leviers d'action

Vera VARHEGYI, psychologue interculturelle, co-directrice et fondatrice de l'Association Elan Interculturel

Juliette GRIFFOND, directrice de la Délégation égalité citoyenneté au conseil départemental de Seine Saint Denis

Ariane COUSIN, chargée de mission Observatoire métropolitain des discriminations à Rennes et Métropole de Rennes

Stéphanie PELLETIER, chargée de mission égalité au SDIS de Loire-Atlantique

Léo PASQUEREAU, commandement de groupement au SDIS de Loire-Atlantique

L'atelier a mis en lumière un fait central : nous portons toutes et tous des biais cognitifs, souvent inconscients, qui influencent notre manière de percevoir le monde, les autres et de prendre des décisions. Ces biais, ancrés dans des perceptions sociales partagées, alimentent stéréotypes, préjugés et peuvent conduire à des discriminations – parfois même sans intention manifeste.

Prendre conscience de ces mécanismes est un premier pas fondamental pour mieux appréhender l'altérité, questionner nos réactions, et favoriser des interactions plus justes et inclusives. Cela suppose de reconnaître que notre regard n'est jamais totalement neutre : il est façonné par notre histoire, notre position dans la société et les inégalités structurelles qui la traversent. Ainsi, revendiquer la neutralité peut, paradoxalement, conforter le statu quo et renforcer des discriminations systémiques.

Face à ces constats, plusieurs pistes d'action ont été proposées à l'échelle collective :

- Écouter et prendre en compte la parole des personnes concernées, notamment sur les expériences de regard social et de discriminations vécues ;
- Former les agents des collectivités à la déconstruction des biais cognitifs et à la compréhension des enjeux liés à la diversité ;
- Mettre en place un observatoire national de lutte contre les discriminations, pour rendre visibles les mécanismes à l'œuvre et soutenir les politiques publiques ;
- Favoriser les dialogues autour des mémoires collectives, afin de maintenir les fils de la transmission et prévenir les ruptures identitaires.

Ces réflexions appellent à une vigilance partagée et à des engagements concrets, dans une perspective de justice sociale.



Thème 4 | Réinventer les politiques sportives, culturelles, éducatives, petite enfance, sécurité, pour qu'elles deviennent des leviers de citoyenneté autant que des services à la population

Atelier 2

L'héritage des JOP 2024 : le sport peut-il être un levier d'inclusion et de citoyenneté ?

Mot clé : Agilité

Dominique CHARRIER, maître de conférences habilité à diriger des recherches, université Paris-Saclay

Antoine BAUDRY, directeur du développement et des programmes de l'association socio-sportive « Fête le mur »

Sarah VAUZELLE, adjointe aux sports, à la jeunesse et à la vie étudiante à la Ville de Rouen

Sylvain LAMOUREUX, directeur adjoint des sports à la Ville de Reims

Magali ANDRIER, directrice générale et directrice technique nationale adjointe de la Fédération Française de Tennis de Table (FFTT)

Les JOP 2024 et leur héritage posent une nouvelle fois la question de la relation entre le sport et la cohésion sociale, comme l'avaient déjà fait les émeutes urbaines de 2023, ou l'Euro 2016. Le sport n'est pas porteur de valeurs par essence mais peut constituer un formidable levier d'éducation, de socialisation, de prévention, d'insertion et d'inclusion lorsque les conditions locales de mise en œuvre sont réunies. Cette remarque souligne l'importance des contextes locaux et permet de revenir sur l'illusion des « bonnes pratiques » qui fonctionneraient partout parce que cela a fonctionné à un endroit, souvent dans un cadre expérimental. En ce sens, les JOP 2024 auront suscité un véritable engouement populaire, permis à de nombreuses personnes de vivre de belles expériences et auront constitué un accélérateur des politiques publiques, mais l'héritage reste dépendant des moyens mobilisables pour accueillir et fidéliser les nouveaux pratiquants.



Accédez à l'interview
de l'intervenant **Dominique Charrier**



Atelier 8

Plateau radio : l'implication des enfants et des jeunes dans la vie locale à travers les politiques éducatives

Mot clé : Démocratie

Ophélie DÉCORDÉ, directrice Enfance jeunesse et membre du conseil d'administration du Collectif des directeurs-trices jeunesse d'Ile de France

Noémie HERVÉ, chargée du Plaidoyer International et National à la Direction de la Communication, du Plaidoyer et des Programmes à l'UNICEF France

La prise en compte de la parole des enfants et des jeunes est fondamentale pour le succès d'une démocratie. Pourquoi et comment les intéresser à la citoyenneté ? La réalité de terrain aujourd'hui démontre des difficultés à travailler ces sujets de manière opérationnelle alors qu'il s'agit là d'une des conditions de la réussite de la démocratie. Des études spécialisées démontrent l'importance de prendre le temps de créer les conditions pour écouter les enfants et les jeunes, et penser avec eux, pour renouveler la démocratie. Ces études montrent aujourd'hui qu'un tiers des jeunes dans ces dispositifs formalisés que sont les conseils municipaux des jeunes ou des enfants ne rencontrent jamais les élus locaux. Il est fondamental de mettre en place une collaboration effective entre les élus, les professionnels territoriaux et les jeunes pour renforcer leur pensée critique et écouter la façon dont les jeunes se saisissent des sujets de société et prennent position.

À ce titre, des formations sont attendues pour outiller les professionnels à recueillir la parole des jeunes et animer les temps d'échange au sein des instances formelles ou informelles investies par les jeunes.



Atelier 17

Sécurité publique et cohésion sociale

Mot clé : Contrat social

Guillaume CARON, directeur de la tranquillité à la Ville de Rouen

Thierry CAYET, général de division de gendarmerie, inspecteur général de l'administration honoraire

Bruno KOEBEL, directeur général des services de la ville et de l'eurométropole de Strasbourg

Pascal LALLE, inspecteur général de l'administration honoraire

Virginie MALOCHET, sociologue, Institut Paris Région

L'atelier a eu pour objectif de mettre en perspective la politique de sécurité dans le contrat social aujourd'hui. Depuis 2018, la doctrine de la police de sécurité du quotidien (PSQ) intègre les collectivités territoriales dans un continuum de sécurité, où chaque acteur contribue à sa manière. Les enquêtes révèlent des perceptions variées de la sécurité, avec des sentiments de défiance marqués dans certains quartiers. Les émeutes de juillet 2023 illustrent cette défiance, résultant d'un sentiment d'injustice et de discrimination. Les villes de Rouen et Strasbourg montrent l'importance d'une approche transversale et collaborative. Rouen a créé des brigades de proximité pour être au contact des citoyens, tandis que Strasbourg implique divers acteurs dans des problématiques concrètes. Ces démarches soulignent la nécessité d'un travail partenarial et de la participation citoyenne pour co-construire des solutions partagées.



Accédez à l'interview
de l'intervenant
Pascal Lalle



Accédez à l'interview
de l'intervenant
Bruno Koebel



Atelier 27

Plateau radio : l'éducation artistique et culturelle dans les quartiers politique de la ville et en milieu rural

Mot clé : Éducation

Claire ANDRIEU, directrice de l'action culturelle à la Ville de La Courneuve

Claire RENAULT, conseillère action culturelle et territoriale de la DRAC Normandie

L'atelier a mis en avant comment l'État et les collectivités territoriales peuvent démocratiser l'accès à la culture grâce aux politiques d'éducation artistique et culturelle. L'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) est un outil essentiel pour réduire les inégalités sociales et territoriales, tant dans les zones rurales que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ces territoires, malgré leurs différences, font face à des défis similaires en matière d'accès à la culture.

Cependant, des obstacles comme l'éloignement géographique, le manque de moyens financiers et l'exclusion sociale freinent son déploiement, surtout dans les quartiers prioritaires et zones rurales.



La **captation audio** du plateau radio est disponible **en podcast sur Fréquence T** dans la rubrique **Grain de caquette**
Fréquence T - CNFPT



Thème 5 | Revoir les postures managériales et la communication

Atelier 5

L'écoute territoriale pour mettre en mouvement son territoire

Mot clé : Gouvernance

Philippe CARBASSE, chargé de mission, UNADEL - Union nationale des acteurs et structures du développement local

Simon TAINE, chargé de mission mobilité, Métropole de Valenciennes

L'Union nationale des acteurs du développement local déploie depuis 2014 une méthodologie d'écoute territoriale, via des appels thématiques à territoires.

Grâce à ce dispositif d'accompagnement, soutenu par l'ANCT, l'UNADEL a pu accompagner plus de 35 territoires sur des enjeux de coopérations territoriales très divers (énergie, tourisme durable, contrat de ruralité, participation citoyenne etc...). Cette démarche permet de réaliser avec un panel d'acteurs locaux diversifié un état des lieux sur un territoire donné : analyse des évolutions à l'œuvre, valorisation des initiatives en matière de transitions, co-construction de pistes de travail qui pourront se décliner ensuite, dans une configuration avec un portage politique volontariste.



Plus d'informations :





Atelier 7

Déni démocratique : comprendre et agir grâce à l'apport des sciences comportementales

Mot clé : Défiance

Xavier BRISBOIS, chercheur indépendant en psychologie sociale et psychologie cognitive

Stéphane GIRAUD, chef de service à la Direction Interministérielle de la Transformation Publique

François KARINTHI, directeur général des services du Conseil départemental de la Nièvre

Elsa BONAL, intervenante - formatrice

Le déni démocratique, marqué par une défiance croissante envers les institutions et une participation citoyenne en déclin, représente un défi majeur pour les collectivités locales. Cet atelier a exploré comment renforcer la confiance, améliorer les dispositifs de participation et lutter contre la désinformation, en s'appuyant sur des exemples concrets comme Imagine la Nièvre, un dispositif innovant de participation citoyenne.

La défiance est souvent liée à une distance perçue entre les citoyens et les décideurs ainsi qu'à un manque de reconnaissance des contributions citoyennes. L'apport des sciences comportementales présenté dans l'atelier a permis de dégager des pistes pour lutter contre la défiance et améliorer la participation citoyenne.

Par exemple, la distance (physique ou symbolique) influence le mode de participation. Pour encourager l'engagement, il faudrait :

- Inhiber les habitudes (faciliter de nouveaux comportements),
- Fournir des raisons d'essayer (motivation),
- Permettre de passer à l'acte (facilité d'accès).
- Donner envie (valoriser le politique et les participants),
- En faire une norme (montrer que tout le monde participe),
- Faciliter (proposer des modalités de participation variées et rémunérer les participants).



Accédez à l'interview
de l'intervenant **François Karinthi**





Atelier 13

Les arts et la culture au service de nouveaux récits

Mot-clé : Respect

Jean-Philippe BARD, directeur adjoint en charge de la lecture publique au Département de l'Oise

Robert BLAIZEAU, directeur des musées à la Métropole Rouen Normandie

Anaïs LABORDE, directrice adjointe du réseau de lecture publique de Grand Paris Sud Est Avenir / Médiathèques de Créteil

Hélène LITEAU-BASSE, directrice régionale adjointe déléguée à la création et aux industries culturelles à la DRAC de Normandie

Sylvie SACHDEVA VALIN, directrice Culture, Sport, Jeunesse, Vie associative, au Département de l'Ardèche

Yves ZIMMERMANN, directeur de projet Agenda 2030 à la Ville et Eurométropole de Strasbourg

L'usure, voire la défiance du public, face aux modes projets habituels est perceptible. Le risque est grand de creuser les écarts entre acteurs, équipes, partenaires, citoyens. Dans ce contexte comment les arts et la culture peuvent-ils nous permettre de créer de nouveaux imaginaires, de nouvelles émotions, et expériences sensibles pour favoriser le commun et transformer la fabrique des politiques publiques ? C'est ce que cet atelier pratique a permis d'explorer. Répartis en deux groupes, les participants avaient à leur disposition une soixantaine de cartes incarnant ces propositions culturelles et artistiques. Après en avoir sélectionné deux par personne, le groupe a dû mener un exercice de discussion pour retenir trois cartes reflétant des valeurs partagées. Cet exercice de construction d'une cohésion ouvrait la voie à l'élaboration d'un pitch, destiné à des citoyens et à des élus, visant à poser les fondements d'un pacte social.



[Voir ressources mises à dispo ici](#)



Atelier 14

Quelles compétences pour construire une feuille de route pour une transition socialement juste à l'échelle du territoire ?

Philippe OURSIN, directeur délégation Centre Val de Loire du CNFPT

Nathalie MATHIAS, cheffe de projet national iTEEnéaire

Face aux enjeux de la transition, les participants ont identifié trois actions prioritaires et des compétences indispensables pour transformer les territoires.

- Associer la société civile et les agents à la conception et la mise en œuvre des politiques de transition
- Développer la résilience des territoires en favorisant le partage d'initiatives : actions concrètes et reconnues comme collectivement pertinentes.
- Former les agents à la transition écologique et socialement juste (facilitation, médiation, expertise ...)

Atelier 22

Fake news, désinformation, comment renforcer l'esprit critique et l'éducation à l'information ?

Mot clé : Média

Bettina LIORET, journaliste à France Inter, spécialiste de l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) et membre du collectif Fake Off.

« Les médias nous mentent, sont futiles, sont les outils de propagande des puissants ». Autant de présupposés qui nuisent à l'image des médias. Face aux techniques massives de désinformation, résister aux certitudes préfabriquées et cultiver l'esprit critique, devient une nécessité. Les collectivités ont un rôle majeur à jouer dans cette mission d'intérêt général.

Comment les collectivités peuvent renouer le dialogue avec les citoyens, rendre l'information la plus juste possible, pour redonner confiance en l'élu et en l'action publique ?

Les pistes d'action :

- La première concerne la pédagogie, l'éducation aux médias, pour avoir les mêmes grilles de lecture, essentielles pour apporter de la nuance et recontextualiser l'information. Il s'agit de développer l'esprit critique et vérifier une information traitée différemment selon la ligne éditoriale du média. L'infobésité reste un risque puisque vérifier une information signifie multiplier ses sources d'informations.
- La participation citoyenne reste un outil incontournable. Rencontrer les citoyens, répondre avec bonne foi et sincérité, apporter de la nuance et recontextualiser, seront les défis pour lutter contre l'éloignement entre les citoyens, les élus et les médias. Il s'agira d'une tâche ardue car certains médias renforcent une image dévalorisante des élus.
- Une troisième piste consisterait à valoriser des portraits d'élus locaux qui s'engagent réellement pour donner un autre angle d'information.
- La mise en place des outils de contrôle simples et efficaces, notamment sur les réseaux sociaux, empêchent le tracking et la vente de données personnelles. Ces outils mériteraient d'être déployés en masse.

Enfin, se pose la question de l'arsenal législatif sur la production des fausses informations. L'exemple de la Finlande qui lutte contre la pression des médias sur les citoyens et sur les consommateurs est inspirant.



Accédez à l'interview du participant
Johan Equixor



Atelier 26

Les agents territoriaux ambassadeurs des valeurs et des principes du service public

Hugues FOURAGE, ancien directeur général de services et ancien député, Intervenant à l'IRA de Nantes et animateur de e-communauté au CNFPT

Rémy BERTHIER, co-président de l'AATF, directeur général adjoint ressources au Conseil départemental du Val d'Oise

Yohan GALMICHE, secrétaire général à la Ville de Nancy et à la Métropole du Grand Nancy

Jérôme LESAVRE, membre du collectif « Le sens du service public », directeur général adjoint aux ressources à la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, Vice-Président de l'ADRHGCT

David MERCIER, directeur général des services au conseil départemental de Seine Maritime

La transformation de l'action publique locale impose aux agents territoriaux d'aller davantage vers les usagers et les acteurs du territoire. Dans ce contexte, être ambassadeur des valeurs et des principes du service public, c'est à la fois prendre en compte l'utilisateur dans ses multiples composantes ou facettes, mais aussi donner une forme de matérialité au sens du service public. Être ambassadeur, c'est aussi :

- s'inscrire dans une marque employeur impliquant le développement des compétences des agents en passant d'un management opérationnel à un management fédérateur et mobilisateur dont la finalité consiste à satisfaire les besoins usagers.
- une volonté et un objectif de mettre l'utilisateur au cœur des problématiques avec des outils adéquats, conçus spécifiquement. C'est partager une culture commune construite grâce à un parcours managérial adapté issu d'un socle de compétences rendu possible par une formation spécifique.
- vivre le service public à travers un prisme de proximité, de médiation des conflits, d'accueil de tous les publics dans la neutralité et l'impartialité.
- être le défricheur de l'avenir, des nouveaux besoins comme la transition écologique, de la capacité à déployer de nouveaux outils comme l'intelligence artificielle.
- servir l'adaptation en permanence du service public aux besoins des usagers ;
- une posture à développer, à encourager et à valoriser !



Accédez à l'interview de l'intervenant
Hugues Fourage





Atelier 28

L'IA dans les collectivités, ça mérite débat !

L'importance du dialogue interne et externe pour poser un cadre éthique des usages

Marie BERNARD, cheffe de projets innovation et numérique à Nantes métropole

Vincent MANDINAUD, chef de projet R&D à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)

Pierre JANNIN, conseiller municipal de Rennes délégué au numérique et à l'innovation, pilote du groupe de travail « Participation citoyenne & politiques numériques » de France Urbaine

La stratégie IA ne doit pas se réfléchir uniquement en chambre : elle doit faire l'objet d'un dialogue social, et gagne à être discutée avec l'ensemble des parties prenantes (monde économique, associations, citoyens...) et relier les questions techniques et sociales.

Il existe des acteurs pour accompagner ces démarches : cf outils de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) pour soutenir le « dialogue social technologique », démarche de l'association « Les interconnectés » (France Urbaine et Intercos de France) pour promouvoir une « société civile du numérique ».

La 1ère étape est celle de l'acculturation : pour permettre de débattre de l'IA, il faut donner des bases communes. Cf notamment ressources du CNFPT pour former aux fondamentaux de l'IA (MOOC...), démarche des « cafés IA » du conseil national du numérique...

Au sein des collectivités le dialogue interne est important pour poser un cadre éthique des usages :

- Identifier les enjeux de dialogue social pour en faire un objet de dialogue et d'écoute
- S'organiser pour ne pas subir des crispations organisationnelles (Le « shadow IA », càd utiliser l'IA générative dans le cadre de son métier sans en parler à son encadrant, est révélateur de problèmes plus profonds dans l'organisation)

Il y a aussi pour les collectivités territoriales un enjeu de participation citoyenne autour de l'IA :

- Rennes métropole : choix stratégique global autour de la politique numérique – instances participations citoyennes – conseil citoyen numérique – 30 citoyens tirés au sort réunis une fois par mois
- Nantes métropole : écoute citoyenne dans les endroits où les citoyens se trouvent ; cafés citoyens, maisons de quartier, conférences pendant 9 mois
- 50 contributions/témoignages analysés par une société externe – capsules vidéo des experts venus pour garder les bases

Il y a trois dimensions à prendre en compte : la discutabilité, l'intelligibilité et l'adaptation des projets à la réalité des contextes organisationnels.



La **captation vidéo** complète de cet atelier



Accédez à l'interview de la directrice de l'INSET de Dunkerque **Alice Marquette**





Conférences plénières

Synthèse des ateliers

Isabelle BARTH, professeure agrégée des Universités de sciences de gestion à l'université de Strasbourg

« L'énergie, l'engagement et l'envie de transmettre ! » Ce sont les premiers mots d'Isabelle Barth qui partage ses observations tout au long de ce colloque. Puis s'adressant au public des dirigeants territoriaux sur la question du management au sein de la fonction publique territoriale, elle liste deux sortes de postures : celles à jeter, celles à poursuivre et cultiver ! Dans la catégorie des travers à bannir : chercher des solutions avant d'avoir creuser les problèmes, s'enfermer dans trop de spécificités et de catégories... Et dans celles à poursuivre et faire prospérer, il y a d'abord la fierté d'incarner le service public. Puis, comme cela a été partagé pendant les ateliers : penser les territoires en 3D, travailler le « Co », se souvenir que le citoyen n'est pas désincarné. En conclusion, Isabelle Barth cite Christian Bobin, pour qui il faudrait « Ne rien prévoir, sinon l'imprévisible, et ne rien attendre sinon l'inattendu ».



Accédez à l'intégralité
de l'intervention





Isabelle BARTH

Management, compétences et collaborations : quels enjeux pour un nouveau pacte social ?

France BURG, directrice générale du CNFPT

Valérie GEORGEAULT, directrice des ressources humaines et de la transformation d'Ile-de-France Mobilités

Hélène GUILLET, directrice générale des services au centre de gestion de la fonction publique territoriale 44- présidente du SNDGCT

Jérôme LESAVRE, membre du collectif « Le sens du service public », directeur général adjoint aux ressources à la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, Vice-Président de l'ADRHGCT

Xavier MORIN, directeur général des services de la Ville de Cherbourg

Renforcer le vivre ensemble dans les collectivités et leurs territoires nécessite pour les agents territoriaux d'agir différemment et pour leurs dirigeants d'inventer de nouveaux modes de management, de participation, et de production du service public. L'expérience d'IDF Mobilité décrite par Valérie Georgeault nous enseigne comment dans un contexte de délégation de mission de service public, au-delà de la mission d'évaluation, il est indispensable de continuer à animer la communauté d'acteurs, de rester en capacité de négocier et parfois de sortir du cadre. Hélène Guillet s'inspire de son parcours de basketteuse pour décrire l'importance du collectif pour gagner. C'est le rôle de l'entraîneur de l'animer, de l'accompagner, comme les dirigeants territoriaux dans leurs collectivités. Xavier Morin rappelle le rôle crucial du management et de ses « vertus » dans un contexte de défiance croissante, y compris des agents vis à vis de leur collectivité. Le plan d'action managériale construit avec le CNFPT repose sur la coopération, la confiance, la reconnaissance et la responsabilisation. Avec 20 lieux différents d'accueil du public, créer du commun a nécessité également une démarche spécifique, « le Cherbourg tour » mobilisant des compétences multiples. De même, après 6 ans d'expérience, le projet éducatif social local a mobilisé un « parlement mobile » pour se renouveler. Jérôme Lesavre met en avant l'intelligence collective, le travail en réseau, l'importance d'alignement des valeurs dont la gentillesse.

Alors, quelles compétences développer pour y parvenir ? Comment le CNFPT peut faire évoluer son offre de services pour répondre à ces évolutions managériales et ce besoin accru de cohésion sociale ? France Burgy propose de commencer par s'interroger sur la demande des collectivités, des dirigeants des collectivités. Pour le CNFPT, cela revient à déconstruire les façons de travailler sur une matière complexe et mouvante et face à des demandes souvent contradictoires (sécurité, laïcité...). Cela demande d'accroître le partage de connaissance sur les changements et les transformations profondes de la société, de « construire des grilles de lecture commune » mentionnées par Claire Thoury la veille. En termes de compétences, le rôle du CNFPT serait de croiser les savoir-faire sectoriels et les savoirs faire informels, d'irriguer les formations existantes sur chacun des métiers (urbanisme, transports, culture et sport...) de ces nouvelles compétences transversales indispensables au lien social. France Burgy souligne aussi l'importance pour les dirigeants territoriaux de prendre en compte les territoires de vie, par-delà les compétences de leur propre collectivité, de développer la capacité à travailler en communauté d'acteurs, à franchir les limites institutionnelles et administratives (Etat local, collectivités du bassin de vie, acteurs société civile, de l'entreprise, ...) Les dirigeants territoriaux sont amenés à développer une vision à 360° de leur territoire pour renouveler le pacte social. Pour le CNFPT, c'est aller vers une nouvelle construction de savoirs plutôt que de transmettre des savoirs. La demande de formations sur d'autres formats, en libre accès, sur des temps courts doit être entendue. Les citoyens peuvent être intégrés dans ces nouveaux formats, comme le démontre l'expérience PEPIT (Projet, Expérimentation, Participation citoyenne, Innovation et Transitions). Le CNFPT est une chance pour la nation : il est le lieu de dialogue de tous les territoriaux, pour construire des approches collectives, répondre aux demandes et poser les questions de travail ensemble sur les territoires et capitaliser ces expériences.



De g. à dr.
Hélène GUILLET, Valérie GEORGEAULT,
Jérôme LESAVRE, Xavier MORIN, France BURGY,



Yohann NEDELEC

Clotûre institutionnelle

Yohann NEDELEC, Président du CNFPT,
adjoint au maire de Brest

« Pourquoi est-ce le bon colloque au bon moment ? » Nous vivons un changement de paradigme au sein de la société française. A l'échelle de chaque territoire, c'est une opportunité d'écouter chaque territoire : 47.000 employeurs territoriaux, 1.900.000 agents et de bâtir une réponse ensemble.

Le rôle du CNFPT est de surmonter la tension entre des besoins nationaux et des besoins spécifiques locaux ou individuels. C'est aussi de dépasser la tension entre la transférabilité d'expérimentations réussies et la conception à l'échelle nationale de formations renouvelées.

Le CNFPT est un établissement que d'autres pays nous envient, qui a contribué à la cohésion sociale depuis son origine et qui doit contribuer à faire société pour demain.

L'ensemble des contributions à ce colloque servira à orienter l'offre de services du CNFPT pour relever avec les collectivités le défi du « renouvellement de notre pacte social ». Merci de votre participation.



Accédez à l'intégralité
de l'intervention





Retrouvez l'ensemble
de **l'offre dédiée**
en ligne

Centre National de la Fonction Publique Territoriale
80, rue de Reuilly - CS 41232 - 75578 Paris cedex 12
Tél. : 01 55 27 44 00 - www.cnfpt.fr



@CNFPT



@CentreNationalDeLaFonctionPubliqueTerritoriale



@leCNFPT